

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 6 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SONIRVAL - VALEST

38 route de Vauzelles
58600 FOURCHAMBAULT

Références : 230005
Code AIOT : 0005401765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2022 dans l'établissement SONIRVAL – VALEST, implanté 38 Route de Vauzelles - 58600 FOURCHAMBAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SONIRVAL - VALEST
- 38 Route de Vauzelles - 58600 FOURCHAMBAULT
- Code AIOT : 0005401765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'établissement est une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets
- AN 2022 : conditions de l'élimination

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012	/	Sans objet
2	Déclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article Article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2022 sur les conditions d'éliminations dans les exutoires de déchets non dangereux (ISDND et UIOM non UVE). Bien que les nouvelles obligations réglementaires concernant la procédure d'acceptation des déchets sur site (articles R. 541-48-3 et 4) ne soient pas applicables aux UVE, les fiches d'acceptation préalable de certains déchargements représentatifs des flux de déchets entrants ont été vérifiées.

Par ailleurs, le système de surveillance des déchargements de déchets aurait permis d'établir une comparaison entre les FIPAD et le contenu réel des camions accueillis dans l'enceinte de l'UVE. Néanmoins, et bien que le système soit effectivement mis en place, il est impossible de visualiser les enregistrements du mois de septembre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012
Thème(s) : Actions nationales 2022, Registres et traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet ; - la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet entrant ; - le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;

- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

Constats : L'exploitant fournit en date du 8/09/2022 un registre jugé conforme à la réglementation.

Toutefois, l'analyse documentaire des FIPAD, décrite ci-dessous, n'a pu aboutir à une comparaison aux déchargements réels des véhicules transporteurs de déchets producteurs suivants :

- **ONYX EST :** Il s'agit d'un déchargement de déchets en provenance d'une collecte regroupée de PME, ainsi un bon de pesée associée aux fiches d'acceptation préalables pour chaque producteur collecté est remis par l'exploitant. Le producteur de déchet est noté « client fictif » dans le registre, il convient de préciser le nom de la société effectuant la collecte groupée, c'est-à-dire ONYX EST.

Pour les collectes communes de petits producteurs de déchets DAE assimilables à des OMR, l'adresse du producteur qui est indiquée est celle du collecteur. **Il conviendrait de préciser la localité de la collecte en précisant les codes INSEE des communes de provenance des producteurs. D'autre part, le nom du producteur du registre qui doit être renseigné est celui du collecteur, qui est détenteur des déchets.** L'exploitant veillera à effectuer ces modifications afin de se conformer aux exigences de l'AM du 31/05/2021, notamment dans le cadre de la mise en place du registre national.

D'autre part, le terme DIB est désormais caduque puisqu'il ne permet pas de prendre en compte les obligations réglementaires en matière de tri à la source de certains flux de déchets (tri 5 flux par exemple). La dénomination usuelle « DAE après tri à la source » (DAE = Déchet d'Activité Économique) ou toute autre dénomination de nature à qualifier la nature et le type de déchet pourra être employée. D'autre part, le bon de pesée laisse apparaître une quantité de déchets classés en 20 03 01 (déchets municipaux en mélange) pour 6 620 kg tandis que l'une des FIPAD remise indique un flux de déchets type « emballages commerciaux » classés en 20 01 01 potentiellement valorisables. **L'exploitant veillera à : préciser la nature du déchet et notamment son caractère valorisable et justifier la filière de sortie de ce déchet en incinération conformément au respect de la hiérarchie des modes de traitement (L. 541-1 du CE).**

- **CC COEUR DE LOIRE :** il s'agit d'un déchargement contenant un flux de déchets non valorisables issus de déchetterie. Il y a une incohérence entre le registre déchet et le bon de pesée remis puisque cette dernière laisse apparaître des codes déchets 20 01 99 et 20 03 01 sur le registre. De la même manière qu'évoqué précédemment, le terme « DIB » est caduque, on est ici en présence d'une fraction collectée séparément en déchetterie et valorisable énergétiquement.

- **COMMUNE DE VARENNES-VAUZELLES :** il s'agit d'un déchargement issu de la collecte des déchets dans les parcs de la commune de Varennes-Vauzelles. le terme DIB semble inadapté pour qualifier une collecte d'un flux s'apparentant à des OMR dans les parcs.

- **CTSP CENTRE (CYCLAMEN) :** le déchargement est associé à une collecte de déchets médicamenteux chez les particuliers mais intitulés « produit finis invendables ». Le code indiqué sur la FIPAD est le 20 03 01 car, selon l'exploitant, il s'agit d'une collecte auprès des particuliers. Néanmoins, il convient de remplacer ce code par le 20 01 31 ou 20 01 32 « médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31 », plus adapté. **L'exploitant veillera à modifier le code déchet.**

Observations n°1 : Cette visite est l'occasion de rappeler l'exigence réglementaire, pour les incinérateurs, de remplir le registre national en téléversant le registre des déchets entrants sur une plateforme en ligne. Les informations et le lien vers la plateforme sont disponibles sur le site du MTE: <https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments>

Observation n°2: Dans le cadre de la mise en place d'un registre national des déchets, il est rappelé à l'exploitant la nécessité de :

- téléverser le registre à compter de la fin de la période de tolérance. Par ailleurs, la date initialement prévue au 31/12/2022 est repoussée au 30/04/2022.;
- rendre la dénomination usuelle des déchets la plus lisible possible. De manière générale, il convient de préciser :
 - le type de déchet : ménager ou issu d'une activité économique,
 - la nature ultime du déchet : en ce sens, les termes « DIB » sont caduques. L'exploitant est invité à utiliser les termes « DAE après mis en place d'un tri à la source ». De la même manière, le terme « encombrant » est peu parlant car il ne permet pas de s'assurer qu'il s'agit d'un flux de déchets non valorisables collectés séparément en déchetterie.

Des informations sur le registre national sont rendues disponibles sur le site du ministère à l'adresse suivante : <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr>

Observation n°3 : Durant la visite, il est évoqué les documents rendus d'application obligatoire pour les UIOM non UVE prévus par l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement (attestation de mise en place d'un tri par les producteurs de déchets). Bien que non applicable à l'installation SONIRVAL, qui est une UVE, intégrer de tels documents au sein des FIPAD de l'établissement constitue une bonne pratique permettant de sensibiliser les producteurs à leurs obligations.

Les informations en lien et les modèles de documents sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux>

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article Article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>«[...]</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>[...]»</p>
Constats : La déclaration est cohérente avec les tonnages saisis dans le registre des déchets entrants sur l'installation. Ce point n'appelle aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...].</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>III. [...] La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que -la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la</p>

localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.

L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.

IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.

Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.

Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

V.- [...] Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.

Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :

1° Les agents de l'État mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° [...].

Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'État mentionnés au 1°.

Constats : Dans le cadre de la vérification du bon fonctionnement du système de vidéo-surveillance des déchargements, 4 producteurs ont été choisis dans le registre de septembre 2022 transmis par courriel en date du 6/10/2022 afin de constater la cohérence entre la typologie de déchet indiquée dans les documents d'acceptation préalable et le déchargement réel au sein de la fosse de l'incinérateur pour chaque producteur.

Le jour de la visite, le système a été mis en place et permet :

- d'identifier les déchets et la plaque d'immatriculation du véhicule pour un déchargement donné ;
- de flouter le visage des personnes ;
- de lire la date sur la vidéo ;

Non-conformité : il est également constaté que l'enregistrement de la vidéo n'est effectif qu'à compter du 5/10/2022, alors que le dispositif est mis en place depuis le mois de juin 2022, ce point n'ayant fait l'objet d'aucune vérification de la part de l'exploitant. L'exploitant veillera à s'assurer régulièrement du bon fonctionnement de l'enregistrement du flux vidéo, via un protocole spécifique s'il l'estime nécessaire.

En date du 21/11/2022, l'exploitant indique par courriel que l'entreprise STANLEY est intervenue durant la semaine du 21/11 : il s'avère que le paramétrage mis en place sur l'enregistrement limitait à 1 mois les images. STANLEY a modifié le paramétrage afin qu'il y ait bien 1 an d'enregistrement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

